

# Et Blanquer se fit tirer les oreilles...

On le dit, le redit mais on ne le répète jamais assez : la lutte paie ! A condition qu'elle soit massive, déterminée, continue et unitaire. Le mouvement du 13 janvier dernier en est une esquisse. Ce jour-là, il a fallu que des milliers de classes se vident et que des dizaines de milliers de manifestants remplissent les rues pour que les plus arrogants perdent (un peu) de leur superbe. Le soir même, un Blanquer déstabilisé, contraint de jouer la comédie de la contrition, se faisait tirer les oreilles par sa hiérarchie qui l'invitait à consentir quelques concessions. Une amorce de recul, certes bienvenue, mais loin de donner satisfaction. Des rogatons distribués à regret (une petite quantité de masques, le report des évaluations de CP, et le recrutement d'une poignée de précaires embauchés pour 6 mois) ne sauraient fournir une réponse crédible aux pénuries qui affectent en permanence le service public d'éducation.

Car la situation chaotique actuelle n'est pas le seul produit des errances gouvernementales dans l'administration politique de cette crise sanitaire. Comme la Santé, l'Éducation nationale pâtit depuis des décennies d'un manque chronique d'investissements et de recrutements dans les services publics. Pourtant, les ressources financières, nécessaires à une gestion attentive à la satisfaction des besoins sociaux, ne manquent pas. Mais, la classe dominante préfère privilégier les « investisseurs » à grands renforts de largesses fiscales généreusement distribuées. Les actionnaires du CAC 40 en savent quelque chose, en 2021, ils ont vu leurs dividendes grimper de plus de 20 %. Les salariés auraient apprécié de voir leurs revenus progresser d'autant et les personnels et les usagers auraient préféré voir cet argent consacré aux services publics.

Depuis le 11 janvier, le mouvement ne semble pas faiblir. Ne nous leurrions pas, cependant. Les mobilisations dispersées, les arrêts de travail à « saute-mouton » ne suffiront pas. L'adversaire est pugnace, il défend des intérêts puissants et ne comprend que le rapport de force. Multiplions donc les AG de secteurs et d'établissements. Nous y porterons le mot d'ordre de grève générale, reconductible, inter-catégorielle, interprofessionnelle. C'est notre seule arme. **Elle peut être décisive.**

*Journal réalisé collectivement  
par les adhérent-e-s de SUD-Éducation  
et imprimé par eux*

Numéro de CPPAP : 0313 S 05109  
Directrice de publication : G. FRANCOIS  
Prix : 2€ Gratuit pour les adhérent-e-s  
Abonnement : 20€

**SUD-Éducation 76-27**

8 rue de la Savonnerie, 76 000 Rouen

tel : 02 35 89 89 83 ✉ [sudeduc@sudeduc7627.org](mailto:sudeduc@sudeduc7627.org)

<http://www.sudeduc7627.org/>

<https://www.facebook.com/sudeducation7627>

## Sommaire

Page 1 : Édito

Page 2 : École ouverte, mensonge d'État

Page 3 : Et dans les lycées

Page 4 : Droit de retrait

Page 5 : Le syndicat à quoi ça sert ?

Page 6 : Le soutien aux sans fac

# Écoles ouvertes : mensonge d'État

**75%** de grévistes dans les

écoles, 62% dans les collèges et les lycées, 77 500 manifestant.es en France dont 2 000 à Rouen et au Havre et plusieurs centaines à Évreux et à Dieppe. Une manifestation d'ampleur composée d'un arc syndical large où tous les maillons de la communauté éducative étaient présents (parents d'élèves, infirmier.es et médecins scolaires, ATSEM (Agents territoriaux spécialisés des écoles), AESH (Accompagnant.es des Enfants en Situation de Handicap), AED (Assistant.es d'Éducation) et CPE (Conseiller.ère Principal.e d'Éducation) pour lutter contre la régression démocratique et la nécrose pédagogique incarnées par un ministre approximatif, rigide, décalé, arrogant, désinvolte, maltraitant et méprisant.

Le tableau clinique est accablant : personnels et familles épuisés et en colère, élèves désorientés, écoles saturées et portées à bout de bras. Nous sommes au point de rupture. Alors au vu de ce contexte, Blanquer peut-il vraiment se vanter de l'ouverture des écoles ?

## Les raisons de la colère

Après 15 ans de politiques libérales, de suppression de dizaines de milliers de postes et un manque de moyens abyssal, le pronostic vital de l'École est engagé.

Les établissements scolaires sont des lieux de contamination exponentielle pourtant rien n'est encore prévu pour protéger les personnels, les élèves et leurs familles : pas de demi-jauge, aération et désinfection des locaux insuffisantes, pas de capteurs de CO2 ni de purificateurs d'air, pas de masques chirurgicaux, manque de personnels, politique massive et pérenne de tests absente, des protocoles qui n'en finissent pas, annoncés à la dernière minute dans la presse, un ministre qui fait la sourde oreille, négligeant les personnels et les élèves et qui reste muet face aux revendications des équipes éducatives et des organisations syndicales.

## Des écoles saturées et portées à bout de bras

Le 14 janvier 14 380 classes étaient fermées contre 9 202 la semaine précédente, actuellement un tiers des personnels est contaminé et plus de 300 000 élèves sont positifs, alors faute

de remplaçant.es et de personnel médical dans les écoles, les parents et les personnels doivent pallier les manques :

- Pour les familles, des files d'attente interminables devant les pharmacies et une incertitude quotidienne quant au déroulement de la journée.
- Pour les équipes pédagogiques, une gestion ubuesque où il faut jongler entre les absences des élèves, leurs retours échelonnés, la continuité des apprentissages à distance et en présentiel... Cela bien entendu dans le respect de protocoles sanitaires inefficaces remaniés en permanence.

Les équipes pédagogiques se sont transformées en « gardiennes de la sécurité sanitaire » : les directeur.trices d'école récupèrent les résultats des tests et font le tracing car les services de santé sont débordés et bricolent pour faire tenir des écoles au bord du craquage.

## Des écoles ouvertes ?

Deux ans après le début de la pandémie, l'improvisation est toujours de mise et les conditions d'apprentissage sont de plus en plus dégradées. Dans ce contexte, il est impensable d'imaginer que l'école a les moyens de poursuivre sa mission première, celle d'enseigner. Le rythme est chaotique, le suivi des élèves en difficulté ou à besoins éducatifs particuliers est très fortement impacté, la qualité d'enseignement est très largement affectée, les personnels sont épuisés et les familles commencent à perdre patience.

L'ouverture des écoles dans ces conditions sous-tendue par la politique du quoi qu'il en coûte a déjà et aura encore des conséquences sur le développement psycho-affectif des enfants et creusera davantage les inégalités entre les élèves si ce carnage continue.

Face aux annonces de Blanquer loin de répondre au chaos qui se prépare dans le monde de l'Éducation, la seule riposte reste l'offensive !



# Et dans les lycées ...

À l'origine de la grève du 13 janvier il y a évidemment les circonstances sanitaires. Comme dans le premier degré, le manque d'anticipation et la méconnaissance du terrain ont entraîné la pagaille. Fiasco.

Ce n'est pas le premier pourtant. Au lycée nous n'avons pas oublié... La grève des correcteurs au Baccalauréat 2018 : les consignes absurdes données aux jurys, la répression des enseignant.es grévistes. Confinement et déconfinement en mars 2020. Bricolage des profs, les héros indispensables à une jeunesse dont on réalise tout à coup que l'école lui est vitale. Mais au retour en classe, pas d'infirmières ni d'assistantes sociales en nombre suffisant alors que les familles les plus précaires basculent dans la pauvreté et que les violences familiales et le malaise psychologique croissent. La rentrée du 2 novembre 2020 : l'hommage à Samuel Paty improvisé à la veille de la reprise. Indécence. Le discours nauséabond et les accusations d'islamo-gauchisme couvrent la voix des profs qui s'étonnent du manque de protection de leur collègue assassiné. Enfin le plantage de Pronote et les « hackers russes » au printemps 2021. Sans commentaire.

Pourtant, ces fiascos ne doivent pas nous faire oublier ce qu'a réussi BLANQUER sans le consentement des personnels et à l'insu de l'opinion : la transformation néolibérale de l'école.

Pas de lits dans les couloirs, pas de dossiers judiciaires empilés sur les tables pour témoigner d'une dégradation qui ne se voit pas toujours comme à l'hôpital ou dans les tribunaux. Selon la communication gouvernementale, les élèves sont nombreux à réussir au Bac, le ministère affiche une hausse de 4 % de la réussite des étudiants à l'Université, les familles se réjouissent de l'instauration du contrôle continu, les élèves sont libres de choisir leurs spécialités... Mais sur le terrain le constat est celui de l'écart parfois insurmontable entre le niveau des élèves les plus fragiles et les exigences d'un programme élitiste, de la surcharge de travail de leurs enseignant.es pour les faire

réussir malgré tout, de la réduction des spécialités et des options et des inégalités territoriales et sociales qui en découlent, des heures supplémentaires imposées et des classes surchargées, de l'individualisme qui renvoie chaque élève à sa propre responsabilité et renforce le décrochage, à un « libre » choix qui renforce en fait les déterminismes sociaux ou de genre, d'une vision de l'éducation qui se réduit à l'utilitarisme et à l'obsession des notes, du tri social qui laisse plus 10 700 bacheliers généraux sans affectation dans le supérieur et 31 000 étudiant.es en attente de réorientation sans solution d'après les chiffres mêmes du ministère <sup>1</sup>...

Tous ces élèves que l'on perd et qui souffrent -autant leurs profs- depuis la réforme du lycée restent malheureusement invisibles au soir de la journée de mobilisation du 13 janvier. Nous devons aller au-delà des apparences illusoire et continuer de dénoncer la dérive néolibérale de l'école qui s'est accélérée pendant le quinquennat de Macron, dénoncer les conséquences de cette politique à l'école, dans la jeunesse, dans les familles et dans l'ensemble de la société.

<sup>1</sup>: <https://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/sites/default/files/2021-10/dossier-de-presse---parcoursup-bilan-de-la-proc-dure-d-admission-2021-14473.pdf>

## DURA LEX SED LEX

*Manger des chips dans le train  
est interdit !*

*Ou alors vite*

*...*

*et sans laisser  
de miettes !*



**Jean-Baptiste Djebbari**  
**Ministre délégué chargé des transports**

S.

# Droit de retrait à Charcot (et ailleurs)

Jeudi soir 6 janvier 2022, un prof du collège envoie un mail à ses collègues pour partager son sentiment d'anxiété sur la situation sanitaire. Le nombre de cas positifs explose, chez les élèves mais aussi chez les adultes « à une vitesse assez folle jamais connue depuis le début de l'épidémie ». Plusieurs collègues décident de se réunir dès 8 heures le lendemain pour en parler.

Le 7, le constat est unanime. La situation sanitaire se dégrade avec des classes qui se vident et face à cela le protocole s'allège de jour en jour (annonce de la disparition de la septaine par le gouvernement), les écoles du secteur sont fortement touchées et la vie scolaire ainsi que l'infirmière sont débordées.

Plus personne ne se sent en sécurité. Les collègues présents en salle des professeurs décident de ne pas prendre leurs élèves et d'entamer une procédure de droit de retrait. Le chef d'établissement envoie un SMS à tous les parents leur demandant de venir rechercher leurs enfants. A 10 h, plus aucun enfant n'est présent dans l'établissement et une nouvelle AG se tient pour rédiger une lettre au principal (l'autorité administrative). Toutes et tous réclament des masques FFP2 fournis par l'employeur, des testeurs de CO<sub>2</sub> dans les classes ainsi que des purificateurs d'air ; le retour à effectif réduit en cours afin de respecter les règles de distanciation, des campagnes de tests au sein de l'établissement et l'embauche de personnels pour remplacer les profs, agents, AED & AESH qui sont malades.

Tou.tes les agent.es signalent de manière individuelle le danger grave et imminent en mode numérique en passant par la plateforme ARENA le jour-même (même si le droit de retrait est mis en œuvre collectivement).

Le 10 janvier, se réunit la commission hygiène et sécurité du collège afin de faire un point sur la situation sanitaire et envoyer au DASEN un courrier ; mercredi 12, un CHSCT extraordinaire est réuni en présence de la secrétaire générale : malgré le discours optimiste et rassurant de l'administration vantant son

efficacité pour protéger les collègues, 9 avis sont votés par les représentants syndicaux pour dénoncer point par point la situation à Charcot (en collaboration étroite avec l'élu CGT Educ à la CHSCT). Le jeudi 14, la réponse du DASEN tombe : « *Tout va très bien, Madame la marquise* », l'exercice du droit de retrait ne trouve pas à s'appliquer. Néanmoins aucune retenue sur salaire ne sera prélevée !!!

Une victoire pour les collègues qui réussissent une action collective qui dénonce la valse des protocoles, le manque de moyens dans leur établissement, l'angoisse quotidienne d'exercer son métier. D'autres établissements dans le secteur, comme à Caudebec-lès-Elbeuf le mardi 11 janvier, mais partout en France ont fait de même pour alerter l'administration mais aussi les parents via les médias qui ont couvert ces alertes.

## Deux poids - Deux mesures

Et pendant ce temps-là, alors que la région normande est l'une des plus touchées par la propagation du virus le niveau de sécurité Covid reste à 2 (sur 4 du protocole national). Enfin, pas pour toutes et tous : car nous apprenons que les CAP (Commissions administratives paritaires) se font désormais en distanciel depuis janvier 2022 !

Pour les IA, IPR, DASEN & Rectrice :  
le distanciel.

Pour les AED, AESH, Agents et profs :  
le présentiel.

## STOP AU MÉPRIS !!!



**Danger Grave  
& Imminent**

# SUD Éducation un syndicat de luttes, de classes et autogestionnaire

## Le syndicat à quoi ça sert ?

Pourquoi se syndiquer ? La question est récurrente, et toujours pertinente.

Le syndicat est l'organisation de base qui permet aux salarié.es de se regrouper, de s'unir pour s'informer, se défendre, débattre et gagner de nouveaux droits.

Dans l'Éducation Nationale, nous sommes depuis quelque temps avec Blanquer confrontés à une volonté implacable de nous faire taire, de limiter au maximum la possibilité de s'exprimer des personnels. Non seulement le gouvernement et ce ministre honni usent et abusent des médias pour distiller leurs mensonges et leurs intox sur les masques, les absences des profs, les salaires, ... mais c'est devenu leur mode de communication privilégié avec les personnels, puisque c'est toujours d'abord par les médias que nous apprenons les nouveaux protocoles, les fermetures de l'école.

Pendant qu'ils nous abreuvent de leurs insanités et de leurs incompétences dans les médias, ils cherchent, entre autre avec le prétendu devoir de réserve et les calomnies sur les syndicats, la diabolisation des profs et chercheurs de l'université, à nous faire taire et discréditer ce que nous avons à dire sur la réalité du terrain, sur nos revendications.

Le syndicat est au quotidien l'outil qui, en nous donnant les moyens et le temps de nous réunir, via les HIS et RIS (heures ou réunions d'information syndicale) les AG, nous permet de résister à l'offensive médiatique, à l'intox de ces politiques, nous permet de réfléchir, d'élaborer nos réponses, nos revendications.

C'est là que nous pouvons prendre le recul nécessaire pour exiger les moyens indispensables au bon fonctionnement de l'école, puisque du fric il y en a dans les caisses du ministère, des entreprises du CAC 40, mais aussi pour s'extraire du tout évaluation, du tout compétence et élaborer ensemble des pédagogies alternatives, émancipatrices permettant l'épanouissement et le développement de l'esprit critique chez tous les enfants.

Voilà à quoi sert le syndicat au jour le jour, c'est aussi bien entendu et de manière plus reconnue, l'outil qui permet de défendre

les droits des personnels car bien trop souvent l'administration et la hiérarchie les baffouille, que ce soit sur les contrats précaires, le harcèlement hiérarchique, les conditions de travail, ...

Alors oui, se syndiquer est une nécessité pour se défendre contre les attaques et les malveillances de la hiérarchie, mais aussi contre l'endoctrinement qu'ils tentent de nous imposer.

## Et en période de luttes ?

Là aussi le syndicat a son utilité, en particulier dans la préparation, l'information et l'appel aux journées de grève. D'ailleurs nous avons pu le vérifier ces derniers temps, que ce soit le 13 janvier dans l'EN ou le 27 dans l'interpro, pour que les collègues se mettent en grève il faut un appel et des préavis déposés par les syndicats. Plus l'appel est clair, revendicatif et unitaire et plus la mobilisation peut être importante.

Mais l'action du syndicat rencontre ici sa limite, même un syndicat comme le nôtre, combatif et autogestionnaire. En effet une fois qu'un mouvement est lancé, pour qu'il prenne de l'ampleur et reflète largement les préoccupations et la volonté des grévistes, des collègues en lutte, il faut que ces derniers se saisissent de leur lutte, s'auto-organisent tant pour les actions que pour les revendications. Personne mieux que nous-mêmes ne peut savoir ce dont nous avons besoin, ce que nous voulons. C'est pourquoi les Assemblées générales sont vitales pour les mouvements de grève. Elles donnent l'occasion à chacun-e de s'exprimer, de s'organiser au niveau local et leur coordination permet la mise au point de revendications et d'échéances nationales.

Cela rend possible une organisation bien plus large et efficace que celles des syndicats.

C'est pourquoi à Sud Éducation nous appelons régulièrement les collègues à se retrouver en AG dans les bahuts mais aussi à la fin des manifs.

Tout en retrouvant le chemin de la lutte, nous devons aussi, pour gagner, retrouver ensemble celui de l'auto-organisation.

# SOUTIEN AUX "SANS-FAC" DE NANTERRE

## Permettre à tout le monde de décider de son avenir !

Depuis le 27 octobre, des étudiant-es de l'Université de Paris Nanterre se mobilisent pour le droit à l'Éducation alors que 61 d'entre eux/elles - sur 35.000 que compte l'université - ne sont toujours pas inscrit-es. Devant la gravité de cette situation, elles et ils occupent un bâtiment de Nanterre. La seule réponse de la Présidence est de multiplier le nombre de vigiles, de couper le chauffage des locaux qu'ils/elles occupent et désormais d'en visser les fenêtres : c'est inacceptable !

De nombreux syndicats, dont Solidaires, ont déjà apporté leur soutien. L'Union syndicale Solidaires a écrit au président de l'Université le 12 novembre pour l'inciter à débloquer la situation et trouver urgemment une solution pour les sans-fac dans la filière de leur choix : étudier est un droit ! SUD Éducation 76/27 a donc participé en solidarité à la cagnotte de soutien pour leur permettre de mener à bien leur lutte.



Nous n'acceptons pas cette sélection sociale et cette société qui préfère sacrifier l'avenir de la jeunesse plutôt que de partager les richesses et permettre à tout le monde de décider de son avenir !

Pour les soutenir :

<https://www.cotizup.com/soutien-occupation-sans-fac>

### RESF Rouen

Maison des associations  
22 Bis rue Dumont D'Urville  
76000 Rouen

Le RESF reçoit tous les mercredis sur rendez-vous entre 14h00 et 17h00.

Téléphone :  
(urgence ou prise de rendez-vous)

**07.83.18.46.77**

Mail : [resf76.rouen@orange.fr](mailto:resf76.rouen@orange.fr)



### PERMANENCES DE SUD-ÉDUCATION 76/27

Mel: [sudeduc@sudeduc7627.org](mailto:sudeduc@sudeduc7627.org), sur la toile: <https://sudeduc7627.org>  
<https://www.facebook.com/sudeducation7627>

**ROUEN** : 8 rue de la Savonnerie,  
76000 ROUEN

☎ (&fax) : 02 35 89 89 83,  
☎ : 06 68 63 20 05

→ Mardi : 09h00 - 17h00  
→ Mercredi : sur RDV  
→ Jeudi : 09h00 - 17h00

**EVREUX** : Bourse du travail,  
17 ter Rue de la Côte Blanche  
☎ : 09 50 50 86 15 (sur RDV)

**LE HAVRE** : Maison des syndicats,  
119 Cours de la République  
☎ : 02 32 92 18 85

**DIEPPE** : Maison des associations,  
14 rue Notre Dame  
chaque 1<sup>er</sup> jeudi du mois, 15h00-18h00  
✉ : [solidairesdieppe@gmail.com](mailto:solidairesdieppe@gmail.com)